Japon : un second point d'étape sur la solidarité

jeudi 21 avril 2011, par ESSF, ROUSSET Pierre, SABAI Danielle (Date de rédaction antérieure : 21 avril 2011).

Nous publions ci-dessous un bilan d'étape sur les fonds de solidarité collectés dans le cadre de l'appel lancé par ESSF, quelques informations sur les activités de solidarité au Japon et un article écrit pour l'hebdomadaire *Tout est à nous*.

Le bilan ci-dessous a été mise à jour et développé le 21 avril 2011.

Sommaire

- Le point sur la collecte (...)
- Note sur les activités des
- Japon : où en est la solidarit
- Envoi des dons

Le point sur la collecte des fonds et la solidarité

A la date du 21 avril 2011, 12.159,54 euros avaient été collectés dans le cadre de l'initiative de solidarité financière lancée par notre association, ESSF [1]. Sur cette somme, 11.745 euros avaient déjà été transférés au Japon.

Provenance des fonds :

Allemagne : 1000 € (don individuel d'un membre d'ISL)

Congo : 20 € (don individuel)

France : 5590 €
NPA : 1500 euros
dons individuels : 4090 €

Grande-Bretagne : 1658,54 €
dons individuels : 578,54 €
dons de membres de Socialist Resistance : 1080 €

Hongkong : 2820 €
Pioneer Group : 2320 €
October Review : 500 €

Pakistan : 35 € (LPP)

Philippines : 110 € (RPM-M)

Québec : 141 (don individuel)

Sri Lanka : 50 € (NSSP)

Taiwan : 745 € (dons individuels) *

Soit pour l'heure 10 pays, dont 1 d'Amérique du Nord, 1 d'Afrique, 3 d'Europe et 5 d'Asie.

L'Asie orientale représente le contingent de pays le plus important. Cela exprime une solidarité « de proximité » entre des mouvements qui ont tissé des liens régionaux et qui ont, de plus, tous vécu l'épreuve de catastrophes humanitaires.

Parmi les dons individuels, on trouve notamment des personnes qui répondent régulièrement aux appels à la solidarité initiés par ESSF.

Un réseau d'organisations politiques a aussi (bien qu'inégalement) répondu à l'appel lancé du Japon par la JRCL et le NCIW (en soutien à l'initiative d'ESSF) [2], deux groupes avec lesquels ils ont tissés des liens au sein de la Quatrième Internationale.

Les fonds collectés par ESSF étant destiné à une organisation syndicale opérant dans la région sinistrée – la branche nord-est du Conseil national des syndicats (NTUC) [3] –, des contacts ont été établis avec des organisations comme, en France, l'Union syndicale solidaire ou Attac, et l'appel a circulé dans des réseaux emails comme celui du Forum social européen (FSE). Solidaires a publié un document du NTUC que nous avions traduit dans le bulletin de sa commission internationale [4].

En envoyant les fonds à la branche nord-est du NTUC, il s'agit non seulement de s'assurer que notre aide matérielle ira directement aux secteurs populaires (et ce, à moindre frais !), mais aussi de renforcer la capacité d'action des mouvements sociaux pour que le prix de la crise ne retombe pas une nouvelle fois sur les plus démunis.

Cependant, force est de constater qu'à part la Via Campesina, qui a elle aussi publié un appel à la solidarité financière (destinée à son organisation paysanne sœur Noumiren) ou les Amis de la Terre (soutien au Peace Boat ou la Fondation Tchernobyl Japon), la plupart des syndicats « radicaux » et des mouvements sociaux « altermondialistes » semblent, selon les informations en notre possession, réagir avec lenteur à la catastrophe japonaise du 11 mars 2011.

Il semble en aller de même pour les réseaux antinucléaires, en France en tout cas, alors que les associations indépendantes au Japon ont besoin de matériel, en particulier pour mesurer les taux de radioactivité et analyser l'ampleur et la nature des contaminations atmosphériques, marines, terrestres et alimentaires. Ce n'est pas qu'une question d'argent : les dosimètres étaient devenus introuvables dans l'Archipel ! Il faut du savoir-faire, du matériel sophistiqué et des ordinateurs pourvus des programmes d'analyse.

Grâce notamment à l'aide de nos contacts au Japon (et en France), nous avons pu avoir des traductions d'articles et de documents en provenance des mouvements sociaux et antinucléaires de l'Archipel – mis en ligne sur notre site ainsi que sur bien d'autres. L'information fait partie de la solidarité. Nous contribuons de même, selon nos moyens, aux mobilisations pour la sortie du nucléaire.

Bien entendu, il y a certainement des initiatives que nous ne connaissons pas et nous tenterons de faire un état plus complet de la solidarité (y compris financière) ultérieurement. Mais il semble bien que dans l'ensemble, la question de l'aide en temps de crise humanitaire n'a pas encore été intégrée comme un terrain d'action politique majeur, une composante essentielle de l'internationalisme. Une tradition a été perdue. Or, l'expérience d'ESSF (et de quelques autres comme la Via Campesina) depuis le tsunami dans l'océan Indien ou le tremblement de terre au Pakistan, confirme à quel point il est urgent de déployer une « politique progressiste de l'aide ». Elle montre aussi que des résultats notables ont été obtenus, même avec des moyens très modestes. Qu'en serait-il si les réseaux des mouvements sociaux (et en l'occurrence antinucléaires) mobilisaient leurs forces de concert ?

Pierre Rousset, Danielle Sabai
Europe solidaire sans frontières (ESSF)

* *Les fonds collectés à Taïwan ont été transmis directement au Japon, sans passer par le compte d'ESSF.*

Note sur les activités des mouvements associatifs et syndicaux au Japon

Les fonds collectés par ESSF sont envoyés à la régionale Nord-Est du Conseil national des syndicats (NTUC). Pour des raisons d'efficacité, nous avons pour l'heure choisi de concentrer nos efforts en sa direction, car elle opère directement au sein de la zone sinistrée et peut prendre en compte toute les dimensions de la solidarité (aide d'urgence, défense des droits sociaux, mobilisation antinucléaire…). Mais bien des mouvements, au Japon, sont mobilisés après la catastrophe du 11 mars, sur divers terrains.

Les secours d'urgence (biens de première nécessité, cantines, déblaiements…) sont fournis par divers syndicats (notamment membres du NTUC), Peace Boat (Bateau de la paix), Greenpeace, des groupes de citoyens, etc.

Divers groupes et chercheurs tentent de réunir une information indépendante sur l'état de la catastrophe de Fukushima, comme à Tokyo le Citizens' Nuclear Information Center, Tanpoposya No Nuke Plaza Tokyo… Des rassemblements répétées ont eu lieu devant le siège de la TEPCO (réunissant généralement des jeunes n'appartenant pas à des organisations). Des manifestations pour « l'aarêt immédiat du nucléaire » ont eu lieu comme dans l'agglomération de Tokyo les 27 mars (1200 personnes), 10 avril (2500 à Minato et 15000 à Musashino). Une mobilisation nationale aura lieu le 24 avril, anniversaire de Tchernobyl.

Les activités sur le désastre de Fukushima se coordonnent progressivement. Elles incluent, outre les associations antinucléaires spécialisées, des mouvements comme le People's Plan Study Group ou Rodo-Joho (Labor Information), des groupes de consommateurs, de citoyens, de défenses des droits humains, de femmes, de médias alternatifs, des ONG…

Japon : où en est la solidarité ?

Alors que le Japon reste plongé dans la crise, nous faisons le point de la campagne de solidarité.

[Article parut dans TEAN du 14 avril 2011.]

Deux titres d'articles publiés dans le *Monde* du 12 avril résument bien la situation dans l'archipel : « Un mois après le tsunami, le nord-est du Japon offre toujours l'image du chaos » ; « Autour de Fukushima, la contamination est aussi forte qu'à Tchernobyl par endroits ». La région sinistrée continue à être frappée par des répliques du tremblement de terre. La crise nucléaire est loin d'être jugulée. Outre les logements, un très grand nombre d'entreprises ont été détruites, ou bien se trouvent en zones contaminées par la radioactivité. Sur de vastes territoires, les terres agricoles sont devenues impropres à la production. Le spectre du chômage de masse hante les survivants de la catastrophe du 11 mars.

Sur le front nucléaire, des premières manifestations antinucléaires numériquement importantes ont eu lieu au Japon le week-end dernier, avec 17500 personnes mobilisées en deux cortèges à Tokyo le 10 avril. De même, des associations se créent pour effectuer des mesures indépendantes de la radioactivité.

L'urgence de la solidarité ne se dément pas. Les fonds que nous collectons sont destinés à la coordination syndicale « nord-est » du Conseil national des syndicats (NTUC). Dans un message publié le 1er avril et dont nous venons de recevoir la traduction (1), cette dernière remercie ses *« amis japonais et internationaux »* pour *« l'aide solidaire et les encouragements »* reçus. Elle fait le point de ses activités.

Dans un premier temps, l'organisation des secours matériels était impossible, faute de stocks disponibles et de carburant pour les déplacements. La coordination syndicale a d'abord vérifié que ses membres et leurs familles étaient en vie (certains ont perdu leurs lieux de résidence). Puis elle a commencé à distribuer des biens spécifiques : huile de chauffage pour les personnes âgées et autres foyers démunis, chaufferettes électriques là où se trouvent des bébés pour faire bouillir l'eau tant que les circuits de gaz n'ont pas été rétablis, dynamos pour équiper des centres d'évacuation sans électricité… Les membres du NTUC participent aussi à la remise en état de maisons qui avaient été envahies par les eaux lors du tsunami.

Avec la fourniture de carburant et le retockage des commerces, le NTUC déclarait, au 1er avril, pouvoir passer à une nouvelle étape de ses activités en envoyant des équipes militantes dans les zones les plus reculées afin de vérifier que là aussi leurs contacts (notamment les personnes âgées) ont survécu ; en démultipliant l'aide matérielle grâce aux fonds reçus de la solidarité. Ils invitent leurs amis à venir voir sur place la situation et le travail effectué (pouvant accueillir jusqu'à 3 ou 4 personnes à la fois).

Environ 12000 euros ont à ce jour été collectés à la suite de l'appel lancé par Europe solidaire sans frontières (ESSF) (2), en provenance d'Allemagne, de Grande-Bretagne et de France, du Congo, de Hongkong, du Pakistan, de Sri Lanka et de Taïwan.

Par ailleurs, le message de la régionale Nord-Est du NTUC a été reproduit dans le bulletin de la commission international de l'Union syndicale Solidaires. Il est en effet urgent que la solidarité envers les populations japonaises s'élargisse dans le mouvement social français et international.

Pierre Rousset, Danielle Sabai

(1) L’intégralité du message est disponible sur europe-solidaire.org (article 21024).

(2) Voir l’appel initial à la solidarité sur europe-solidaire.org (article 20666).

* Solidarité : Chèques à l’ordre d’ESSF, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Pour les virements, voir sur le site.

Envoi des dons

Pour envoyer des dons via Europe solidaire sans frontières (ESSF) :

Chèques
chèques en euros seulement à l’ordre d’ESSF à être envoyés à :
ESSF
2, rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil
France

Banque :
Crédit lyonnais
Agence de la Croix-de-Chavaux (00525)
10 boulevard Chanzy
93100 Montreuil
France
ESSF, compte n° 445757C

Coordonnées bancaires internationales :
IBAN : FR85 3000 2005 2500 0044 5757 C12
BIC / SWIFT : CRLYFRPP
Compte au nom de : ESSF

En France, ces dons donnent droit à des déductions d’impôt. Il nous faut votre adresse pour vous envoyer un reçu fiscal (en général indiquée sur les chèques).

Notes

[1] Voir l’appel initial : Japon : un appel urgent à la solidarité financière

[2] Voir Appel à la solidarité financière envers les victimes et personnes déplacées à la suite du pire tremblement de terre/tsunami dans le nord-est du Japon et de la catastrophe nucléaire de Fukushima

[3] Voir sur ESSF : NTUC (Japan)

[4] Le texte suivant : Message du Tohoku Zenrokyo : “Nous souhaitons exprimer de tout coeur notre appréciation pour votre aide solidaire, amis japonais et internationaux"